

unité praxis

Solidarität, Austausch, Wirkung –
aus Sicht der Personellen
Entwicklungszusammenarbeit

Solidarité, échange, impact –
points de vues de la coopération
par l'échange de personnes



SCHWERPUNKT THÈME PRINCIPAL

Gesundheit und Interkulturalität Santé et interculturalité

Kulturen: Chancen und Herausforderungen in der Zusammenarbeit
Chances et défis de la coopération entre cultures

INTERVIEW Page 6

**L'œil avisé
de Franco Cavalli**

REPORTAGE Seite 11

**Engel in
El Salvador**

TÉMOIGNAGE Page 14

**Participer à
«un autre monde
possible»**

ÉTUDES Page 18

**Le potentiel
des échanges
Sud–Nord**

SCHWERPUNKT THÈME PRINCIPAL



Gesundheit und Interkulturalität
Santé et interculturalité

Travailler dans le Sud, ce n'est ni un safari, ni une aventure exotique
Page 6

Gelbe Karte: Medizintourismus
Seite 10

Flügel für die kleinen Engel
Seite 11

Participer à l'utopie d'un « autre monde possible »
Page 14

FORSCHUNG, STUDIEN, KOLUMNEN
RECHERCHE, ETUDES, OPINIONS



Wirkung und Relevanz
Impact et pertinence

Un projet pilote démontre le potentiel des affectations au Nord de professionnels du Sud
Page 18

Trois questions à Sam Barthélémy
Page 21

Wirkungsanalyse: nachhaltige Beratung von KMUs in Nepal
Seite 22

Fraglicher Nutzen von Jugendeinsätzen für den Süden
Seite 23

IN KÜRZE BRÈVES

Publikationen

Publications

Seite Page 25

Prost neue

Nachhaltigkeitsziele

Seite 26

RÜCKMELDUNG FEEDBACK

Ihre Meinung

interessiert uns!

Votre avis nous

intéresse !

Seite Page 27



Perspektiven aus dem Feld



Georg L'Homme,
Geschäftsführer Unité

Die Nachrichten erinnern uns täglich daran, dass wir heute in einer ultra-globalisierten Welt leben. Ein am anderen Ende der Welt getippter Tweet oder geknipstes Foto erreicht uns innert weniger Sekunden. Dennoch herrscht Unkenntnis des Anderen; und Vorurteile sind in unserer Gesellschaft allgegenwärtig.

Die Omnipräsenz von bewegten Bildern und topaktuellen Meldungen im Sekundentakt führt dazu, dass es sensationelle oder schockierende Fotos braucht, um die Aufmerksamkeit des Publikums zu sichern. Die Medien mit ihren unterschiedlichen Geschäfts- und Informationsmodellen formen unsere Wahrnehmung des Weltgeschehens: Wir sehen alles, kennen aber nichts.

In der Personellen Entwicklungszusammenarbeit (PEZA) steht der vertiefte interkulturelle, interpersonelle und interprofessionelle Austausch zwischen Personen unterschiedlicher Kulturen im Zentrum. Im Geist der Solidarität teilen Fachleute aus Süd und Nord ihr Know-how und ihre Erfahrungen zur gegenseitigen Bereicherung. Sie handeln gemeinsam mit dem Ziel, die Lebensbedingungen benachteiligter Bevölkerungen zu verbessern und um das Verständnis zwischen Nord und Süd zu stärken. Mit dem Entscheid für dieses neue Unité-Magazin, «Praxis», wollen wir die einzigartige Perspektive der in dieser Form der Entwicklungszusammenarbeit engagierten Fachleute beleuchten. Die erste Nummer von «Praxis» widmet sich dem Thema «Gesundheit und Interkulturalität». Ausserdem kommen Studien und Reflexionen über die PEZA zu Wort.

Die Berichte aus der Praxis im Süden sind diskreter, weniger auffällig und doch tiefgründiger als so manche News. Es sind die Stimmen einer humanitären, engagierten und weltoffenen Schweiz.

Nun wünsche ich Ihnen, geschätzte Leserin, geschätzter Leser, eine anregende Lektüre.

Sergio Ferrari est journaliste. Il collabore notamment avec Swissinfo et « Le Courrier » ainsi que pour de nombreux journaux Latino-Américains. Durant près de quarante ans, il a travaillé pour l'organisation de coopération par l'échange de personnes E-CHANGER, aujourd'hui membre de l'alliance COMUNDO.

Franco Cavalli est un médecin, oncologue. Militant depuis les années septante, il a fondé il y a trente ans l'organisation AMCA spécialisée dans l'aide médicale en Amérique centrale. Il a également été Président de l'Union internationale contre le cancer et Conseiller national tessinois.

Martin Leschhorn Strebel ist Historiker und Geschäftsführer des Netzwerks Medicus Mundi Schweiz, des Netzwerks Gesundheit für alle. Dies ist ein Zusammenschluss von 51 in der internationalen Gesundheitszusammenarbeit tätigen schweizerischen Organisationen.

Theodora Peter ist Inhaberin von Sprachkraft.ch und freie Journalistin. Früher war sie Leiterin der Inlandredaktion der Nachrichtenagentur sda in Bern (2008–2013) sowie Blattmacherin und Chefin vom Dienst der Zeitung «Der Bund» in Bern (2005–2007).

Carole Buccella ist Physiotherapeutin mit fünfzehn Jahren praktischer Erfahrung in der Schweiz im Bereich der Rehabilitation von Kindern mit Behinderungen. Seit 2003 setzt sie als Einsatzleistende der Genfer Organisation EIRENE ihr Wissen in verschiedenen Projekten in El Salvador ein.

Bernard Borel est le président de Médecins du Monde Suisse. Pédiatre FMH, MPH, il a exercé huit ans au Nicaragua dans le cadre de missions de coopération par l'échange de personnes. Ancien médecin-chef du service de pédiatrie à l'Hôpital du Chablais (1999–2013), il a également été député au Grand Conseil vaudois.

Daniele Fino est socio-économiste et ancien Senior Lecturer à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève. Il a également travaillé comme consultant pour le CICR, le PNUD et la DDC.

Liliana Soler est diplômée en Sciences politiques et études du développement. Elle est chargée d'enseignement à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève et a travaillé plusieurs années en Colombie dans la planification et la gestion publique et dans le cadre d'un mandat du gouvernement suisse.

Sam Barthélémy est économiste et le coordinateur au Burkina Faso de l'organisation Action de Carême. Il a auparavant collaboré avec plusieurs ONG dans ce pays, dans le domaine de la gestion et du suivi de projets. En 2014, il a appuyé en Suisse la Fédération Interjurassienne de coopération dans le cadre d'un projet pilote d'affectation Sud-Nord.

© 11.2015

Unité
Schweizerischer Verband
für Personelle Entwicklungszusammenarbeit
Association suisse pour
l'échange de personnes
dans la coopération
au développement
Rosenweg 25, 3007 Bern
info@unite-ch.org
www.unite-ch.org

«Praxis», das Magazin von
Unité, erscheint jährlich und
informiert aus dem Blick-
winkel der Personellen Ent-
wicklungszusammenarbeit
über aktuelle Themen.
Le Magazine d'Unité, «Praxis»,
paraît chaque année et par-
tage des points de vue de
la coopération par l'échange
de personnes sur des thèmes
actuels.

Redaktion Rédaction
Raji Sultan

Lektorat Relecture
Rebecca Vermot

Gestaltung Graphisme
Clerici Partner Design, Zürich

Druck Impression
Printoset, Zürich

Papier Papier
Inuit 100% Recycling –
Tactile, 100g/m², 160g/m²

Auflage Tirage
650 Exemplare

Alle Rechte vorbehalten.
Tous droits réservés.



Gesundheit und Inter- kulturalität

Santé et inter- culturalité

Travailler dans le Sud, ce n'est ni un safari, ni une aventure exotique

Pour l'ancien conseiller national Franco Cavalli, la formation, la compréhension du contexte sociopolitique et le temps sont des éléments essentiels à la coopération solidaire entre le Nord et le Sud.

Interview

Sergio Ferrari

Photos

Sergio Ferrari
AMCA

Militant politique et associatif depuis les années 1970, médecin oncologue de renommée internationale, Franco Cavalli est aussi le fondateur d'AMCA (Associazione per l'aiuto medico al Centro America), ONG membre de la plateforme Unité. Son expérience sur le terrain et sa connaissance du secteur de la santé confèrent à Cavalli – qui fut aussi président de l'Union internationale contre le cancer – une position privilégiée pour évaluer les défis de l'interculturalité dans la coopération médicale et sanitaire suisse avec l'Amérique centrale. En trente ans d'existence, AMCA a envoyé plus de 200 coopérant-e-s et civilistes, et effectué des missions de courte durée dans cette région de la planète.

Quelle est votre évaluation globale du travail réalisé par les coopérant-e-s d'AMCA parti-e-s travailler dans le Sud ?

Franco Cavalli : Je suis convaincu que le travail et l'expérience des volontaires peuvent être très positifs, lorsqu'ils s'insèrent dans un projet clairement défini et dirigé par nos partenaires. Je suis critique envers ceux qui veulent aller au Sud pour mener leur propre expérience, vivre une aventure personnelle, en la comprenant comme quelque chose d'exotique. Celles et ceux qui viennent de Suisse, du Nord, doivent se comprendre comme les pièces d'une machine dirigée par les partenaires. À maintes reprises, des jeunes qui veulent partir m'appellent. Il est important de leur expliquer qu'il ne s'agit pas d'un safari. Le volontariat est une pratique complexe qui doit se situer dans la réalité sociopolitique et historique du pays d'accueil.

Quelle est votre réflexion sur l'exercice d'interculturalité que vivent les coopérant-e-s ?

Certain-e-s coopérant-e-s – formé-e-s dans des écoles ou des universités suisses – pensent avoir les meilleures connaissances et pratiquer la meilleure médecine du monde. Et il n'est pas toujours facile de s'adapter à des réalités différentes. Par exemple, AMCA travaille dans le domaine de la néonatalogie. En Suisse, très peu de nouveaux-nés décèdent. Au Nicaragua, ce chiffre est 15 fois supérieur. Cette réalité représente fréquemment un choc pour les volontaires. Raison pour laquelle il est essentiel de tout leur expliquer avec précision. En y incluant la compréhension de la mort. Au Nicaragua, en Amérique centrale, la récurrence de guerres et de cataclysmes naturels très brutaux fait que la mort a une autre signification. Chaque enfant,



chaque jeune, chaque famille est confrontée à la mort. En Suisse, habituellement, une personne atteint l'âge de 30 ou 40 ans sans y avoir été confrontée directement.

Il est indispensable de former les volontaires, de bien leur expliquer le contexte de la situation sanitaire dans ce pays. Afin d'éviter que le choc émotionnel ne leur fasse endosser des attitudes « impérialistes » et présenter ce que nous faisons en Suisse comme l'unique manière de résoudre les problèmes. Il est essentiel qu'ils comprennent à fond ce qu'ils vivent...

Pourriez-vous nous donner un exemple ?

Dans notre secteur, l'oncologie pédiatrique, le problème essentiel est l'abandon des soins. Les enfants viennent une première fois pour leur traitement à l'hôpital. Ils retournent ensuite dans leur foyer et, souvent, ils ne reviennent pas parce que leurs parents ne peuvent les y amener, spécialement s'il s'agit de familles paysannes vivant loin et disposant de faibles ressources. On ne gagne rien à critiquer ces parents. AMCA a compris cette réalité. Je

« Le volontariat est une pratique complexe qui doit se situer dans la réalité sociopolitique et historique du pays d'accueil. »



On ne gagne rien à imposer les idées et les valeurs du Nord à une réalité quotidienne du Sud.

peux certifier que la mesure fondamentale pour diminuer l'impact du cancer sur les enfants a consisté à affecter une partie de nos ressources aux familles des patients. En les aidant à revenir et à pouvoir accompagner leurs enfants durant les traitements médicaux. Cela exige aussi que nos coopérant-es comprennent que les processus de changement nécessitent du temps. On ne peut modifier la mentalité des gens d'un jour à l'autre. On ne gagne rien à imposer les idées et les valeurs du Nord à une réalité quotidienne du Sud.

Les réussites d'AMCA durant ces 30 ans ?

La réduction significative de la mortalité infantile due au cancer. Le pourcentage de décès était très élevé. Il y avait comme une résignation fataliste. Aujourd'hui, il existe entre 50 et 55% de chances de survie en bonne santé. Ce qui représente une avancée incroyable. Cela particulièrement parce que nous contribuons à faire évoluer la mentalité des médecins et des infirmières au sein de l'hôpital pédiatrique, au sens où la mort ne constitue pas une fatalité irréversible. Ce fut un apprentissage professionnel et interculturel capital.

Un autre succès a été notre apport à la transformation des accouchements dans les hôpitaux. Nous avons aidé à humaniser l'accouchement au



À gauche : Franco Cavalli
au Centre éducatif Barriletes
de Colores à Managua,
soutenu par AMCA.

À droite : Le Centre, situé dans
une banlieue marginalisée,
accueille 375 enfants de moins
de 14 ans.

cours d'un processus qui a pris moins de 15 ans. Pour cela, l'apport de nos volontaires, qui ont travaillé et continuent à travailler dans ce secteur, fut essentiel.

Une ultime réflexion pour les volontaires qui partent, ou les ONG qui travaillent dans le secteur médical...

Un aspect essentiel : saisir l'importance du rôle que jouent dans la médecine les aspects sociaux. Un autre point tout aussi important : comprendre qu'on peut résoudre les problèmes avec peu de moyens et sans toujours compter sur la tomographie informatisée ou la résonance magnétique de dernière génération. Par exemple : le dogme médical officiel affirme que, lorsque les enfants naissent avec des problèmes pulmonaires, il faut les intuber. Nous avons constaté qu'au Nicaragua, en raison du manque de stérilisation ou des coupures d'électricité, cette méthode ne fonctionnait pas et que la moitié des enfants intubés mouraient d'infections. Nous avons alors commencé à promouvoir le système d'aide externe à la respiration, sans intubation, beaucoup plus simple, plus économique et avec de meilleurs résultats. Cela a constitué un apprentissage pour nous, comme pour les professionnels locaux. ■

Medizintourismus: Privatisierte Hightech- medizin für wenige und Billigstmedizin für den Rest

In dieser Rubrik übernimmt ein Gast die Schiedsrichter-pfeife. Für die erste Ausgabe zeigt **Martin Leschhorn Strebel** die gelbe Karte. Er ist Geschäftsführer von Medicus Mundi Schweiz.



Reisen verbindet, Reisen ermöglicht den Austausch und fördert das Verständnis zwischen verschiedenen Kulturen. Doch was geschieht eigentlich, wenn sich PatientInnen auf Reisen begeben, um sich behandeln zu lassen? Dann sprechen wir von Medizintourismus, was bereits andeutet, dass es hier weniger um Kulturaustausch denn um lukratives Geschäft geht.

Der Medizintourismus ist Teil eines globalen Marktes. Wussten Sie, dass hier auch Schweizer Spitäler mitmischen? Besuchen Sie einfach mal die Webseiten grosser öffentlicher Spitäler und Sie werden früher oder später auf spezifische Dienste für eine internationale Kundschaft stossen. Das Universitätsspital Zürich etwa bewirbt die MedizintouristInnen auf ihrer Webseite nicht nur englischsprachig, sondern direkt auch noch auf Russisch. Und damit wird auch deutlich, auf welche PatientInnen es das Spital abgesehen hat: auf russischsprachige Hilfesuchende aus Osteuropa und Zentralasien.

Deutsche Medien begleiten das Phänomen des Medizintourismus um einiges näher. Offenbar handelt es sich dort um eine stärker in die

Wahrnehmung gerückte Thematik. Das Universitätsspital Heidelberg behandelt jährlich rund 3000 PatientInnen, von welchen mehr als die Hälfte aus dem arabischen Raum stammen. Und die «Süddeutsche Zeitung» berichtete im März dieses Jahres über den Streit von Mietern mit ihrem Vermieter in einem Münchner Quartier: Letzterer hat Wohnungen an arabische Familienangehörige von MedizintouristInnen vermietet. Die NachbarInnen fühlten sich von deren Lebensstil kulturell ziemlich herausgefordert.

Eigentlich könnte man ja meinen, dass es sich bei diesem Geschäft um eine gute Sache handelt, schliesslich profitieren einerseits die PatientInnen vom guten Gesundheitssystem bei uns, und unsere öffentlichen Universitätsspitäler generieren zusätzliches finanzielles Einkommen. Nur vergessen wir dabei, dass der Medizintourismus die Entsolidarisierung in den Herkunftsländern fördert. Warum soll ich über Steuern und meine finanziellen Beiträge eine schwache staatliche Gesundheitsversorgung unterstützen, wenn ich mich auf dem globalen Markt bedienen kann?

Doch genau darum geht es, wenn sich das Netzwerk Medicus Mundi Schweiz mit seinen über fünfzig Mitgliedorganisationen für starke Gesundheitssysteme in Entwicklungs-, Schwellen- und Transitionsländern engagiert: Eine gute Basisgesundheitsversorgung muss für alle garantiert und qualitativ so gut sein, dass sie auch von allen genutzt wird. Erst mit der Verbundenheit aller zum eigenen Gesundheitssystem kann verhindert werden, dass es auf der einen Seite eine privatisierte Hightechmedizin für wenige und auf der anderen Seite eine Billigstversorgung für den Rest gibt. ■

Quellen

www.medicusmundi.ch

Steffen Blatt: Reisegrund Krankheit oder: Der Boom des Medizintourismus. In: Rhein-Neckar-Zeitung, 7. April 2015.

Renate Winkler-Schlang: Anwohner beschwerten sich über Medizintouristen. In: Süddeutsche Zeitung, 30. März 2015.

Martin Leschhorn Strebel: Verschärft der Medizintourismus die globale Ungleichheit? Med in CH, Dezember 2010.

Flügel für die kleinen Engel

Die Bieler Physiotherapeutin Carole Buccella unterstützt in El Salvador die Organisation «Los Angelitos» bei der Begleitung von Familien mit behinderten Kindern. Die Therapie ist ein wichtiges Vehikel zur Integration Ausgegrenzter in die Gesellschaft.

Text
Theodora Peter

Fotos
EIRENE



Anleitung einer Familie zur Behandlung von Muskeldystrophie.

Die ländliche Provinz Chalatenango im Norden von El Salvador ist von den Auswirkungen des blutigen Bürgerkriegs der 1980er-Jahre besonders betroffen. Als Carole Buccella 2003 mit ihrem ersten Einsatz für GVOM (inzwischen fusioniert mit EIRENE) begann, tat sie dies zunächst für die Vereinigung Alges (Asociación de Lisiados de Guerra de El Salvador), die sich um Kriegsversehrte kümmert. Bald schon wurde klar, dass es in der vom Staat vernachlässigten Region ein spezifisches Bedürfnis für die Betreuung behin-



Oben: Ausbildung des lokalen Gesundheitspersonals

Unten: Hausbehandlung von Myopathie

derter Kinder und Jugendlicher gibt. Nicht nur, weil deren Familien mit der Pflege überfordert waren, sondern auch, weil viele Betroffene sich schämen und ihre Kinder abschotten. «In den ländlichen Gebieten gibt es noch viele Mythen und Vorurteile rund um das Thema Behinderung», gibt Carole Buccella zu bedenken. «Man denkt, die Krankheit sei eine Strafe Gottes oder gar ansteckend.» Ein anderes Hindernis ist die kulturell tief verankerte Rolle der sogenannten «sobadores» als Heiler. Man erhofft sich von deren Massa-

gen Linderung, bevor man sich gezielte medizinische Unterstützung holt. Kommt dazu, dass für viele arme Familien das Kinderhaben eine Art Altersvorsorge ist, weil der Nachwuchs bei der Feldarbeit mit anpackt. «Kinder mit einer Behinderung sind für die betroffenen Familien eine grosse Belastung.»

Hilfe zur Selbsthilfe

Der 2004 gegründeten Selbsthilfvereinigung «Los Angelitos» (Die kleinen Engel) gehören inzwischen rund 180 Mitglieder an, die sich um rund 100 behinderte Kinder und deren Umfeld kümmern. Die Betroffenen sollen ihr Schicksal selber in die Hand nehmen können und nicht nur passiv medizinische Hilfe in Anspruch nehmen: «Meine Aufgabe ist es, ihnen die entsprechenden Werkzeuge in die Hand zu geben», betont die 51-jährige Physiotherapeutin mit Spezialgebiet Pädiatrie. So bildet sie Familienmitglieder und HelferInnen aus, damit sie einfache therapeutische Massnahmen selber ausführen können. Oder sie besorgt dem 15-jährigen Cesar, der an Muskelschwund leidet, einen Laptop samt Modem und Drucker und holt ihn damit aus seiner Isolation. «Das hat nicht nur sein Selbstvertrauen gestärkt, sondern dazu geführt, dass Cesar innerhalb Familie und für die Nachbarschaft eine wertvolle und nutzbringende Rolle übernehmen konnte, obwohl er im Rollstuhl sitzt.»

Mensch statt Zentimetermass

Und welche Erfahrungen haben Carole Buccella bei ihrem Einsatz als Schweizer Fachkraft im Süden geprägt? «Ich habe gelernt, den Menschen und seine Bedürfnisse ins Zentrum der Therapie zu stellen.» In der Schweiz stehe der medizinische Aspekt einer Therapie oft im Vordergrund. Auch würden Therapiemassnahmen verordnet, ohne dass man die Kinder und Jugendlichen nach ihren Wünschen und Bedürfnissen fragt. «Ich wollte meinen Beruf auf andere Art ausführen.» Anfänglich sei es zwar eine Herausforderung gewesen, auch ohne die in Europa zur Verfügung stehenden Apparate arbeiten zu müssen. Dies habe aber die eigene Improvisationsfähigkeit und Kreativität beflügelt und – soweit dies möglich ist – die aktive Beteiligung der Betroffenen und ihrer Familien gefördert.

**Man denkt,
die Krankheit
sei eine
Strafe Gottes
oder gar
ansteckend.**

Strukturieren und Koordinieren

Die eigentliche Therapiearbeit macht in Buccellas Arbeitsalltag nur einen kleinen Teil aus. «Mir ist es sehr wichtig, in einem Team zu arbeiten.» Dort bringt die Schweizerin ihre zusätzlichen Stärken ein: Sie strukturiert, kanalisiert und koordiniert die diversen Projekte und Aufgaben, bereitet Bildungsangebote für Angehörige und Dorfgemeinschaften vor und begleitet betroffene Familien. Von diesen wird erwartet, dass sie das Heft selbst in die Hand nehmen und sich aktiv in der Selbsthilfvereinigung «Los Angelitos» engagieren. Deren Aktivitäten gehen weit über die Therapiestunden hinaus. Die Vereinigung setzt sich auf allen Ebenen für die Rechte von Behinderten gemäss der entsprechenden UNO-Konvention ein, die 2007 auch von El Salvador ratifiziert worden ist. Im Frühling fand bereits zum sechsten Mal ein Sportfest statt. Damit wollte die Vereinigung daran erinnern, dass die UNO-Behindertenrechte auch die Teilhabe am kulturellen Leben sowie an Erholung, Freizeit und Sport beinhalten. Denn die «kleinen Engel» sollen auch tanzen, rennen und singen können. ■

Participer à l'utopie d'un «autre monde possible»

Texte

Bernard Borel, pédiatre
et Président de Médecins
du Monde Suisse

Photos

Pierre-William Henry, MDM-CH



MDM-CH offre des soins pour les requérants d'asile dans le canton de Neuchâtel.

Active en Suisse et dans six autres pays auprès des populations marginalisées, Médecins du Monde Suisse (MDM-CH) est constamment confrontée à la question de l'interculturalité. Dans ces circonstances, il est essentiel de ne pas imposer des solutions, mais d'accompagner des entités locales, tout en étant prêt à remettre en cause nos propres perceptions de la réalité.

MDM-CH est une organisation non-gouvernementale, membre du réseau international de Médecins du Monde, lequel regroupe 15 pays. Ce dernier se bat et travaille pour que la santé et les soins soient accessibles pour tous, ici comme ailleurs. MDM-CH est engagée en Palestine, au Bénin, au Cameroun, en Haïti, au Nicaragua et au Sud du Mexique. Si, dans ces pays nous avons du personnel international, suisse ou autres, nous travaillons principalement avec du personnel local et toujours avec une organisation partenaire de la société civile ou une entité gouvernementale. Nous appuyons des initiatives locales qui visent à permettre aux populations de mieux défendre leurs droits ou cherchent à se former pour répondre plus efficacement aux besoins en santé des populations cibles. Nous ne livrons donc pas des solutions «clé en main», mais accompagnons les changements sociaux portant l'espoir que chacun pourra prétendre à la santé.

Des histoires à écouter et raconter

Il y a, de la part de nos équipes, un vrai souci et devoir de comprendre l'autre et de ne pas imposer nos solutions. C'est un processus lent, parfois difficilement compréhensible par les bailleurs de fonds et qui peut être épuisant, mais il est essentiel. Car, il ne faut pas créer de fausses attentes en mettant sur pieds un «machin» qui s'effondrera à la fin de notre intervention. Il est vital que les populations locales et/ou leurs autorités s'approprient les programmes que nous tentons de développer. C'est la seule garantie de la pérennité. Pour ce travail au Sud, MDM-CH bénéficie d'un contrat cadre avec la DDC depuis 2013, qui se renouvelle périodiquement.

Depuis l'été 2015, MDM-CH est aussi présente pour aider le flot de migrants, cherchant refuge en Europe. C'est ainsi que nous soutenons nos amis de MDM-Grèce, à la frontière gréco-macédonienne. Là aussi, si nous y donnons des consultations de soins primaires, notre présence se veut aussi une opportunité pour témoigner de la réalité de ces migrants et une présence bienveillante pour des gens qui vivent un désarroi terrible. Celui, de familles sur le chemin de l'exil depuis souvent plusieurs semaines, ou même des mois : épuisées, sous-nourries et qui ont été victimes de passeurs peu scrupuleux. C'est pour nous un rôle essentiel que de relayer leur histoire, ce d'au-

Il ne faut pas créer de fausses attentes en mettant sur pieds un «machin» qui s'effondrera à la fin de notre intervention.



À droite : Les consultations infirmières dans les centres d'accueil de requérants à Neuchâtel ont lieu deux fois par semaine.

À gauche : Prise en charge au Bénin de patients atteints de drépanocytose, une maladie du sang, héréditaire, dont la prévalence s'y situe entre 23 et 25%.

tant que certaines d'entre elles arriveront en Suisse au bout de leur périple et y seront amenées à interagir avec la population locale.

Une approche similaire avec les migrants en Suisse

MDM-CH a justement, comme c'est en principe la règle pour toutes les délégations MDM, aussi un volet national. C'est dans ce cadre que nous collaborons avec une Fondation (le Point d'Eau) à Lausanne, pour optimiser son unité de soins dentaires destinés aux « sans papiers » et « sans domicile fixe » de la région. Nous avons aussi la charge de soins basiques et de proximité pour les requérants d'asile dans le Canton de Neuchâtel. Nous participons également à améliorer l'accès aux structures sanitaires et la défense des droits des travailleuses du sexe. Là aussi, les principes restent les mêmes, nous n'agissons pas seul, mais avec les associations proches du terrain ou les départements cantonaux concernés. Nous sommes confrontés à une population souvent étrangère, aux racines culturelles très diverses. Si nous prétendons accompagner ces gens dans leur parcours de santé, nous devons perpétuellement nous décentrer par rapport à notre réalité pour les guider adéquatement. Car si nous voulons les aider à s'intégrer il est important de comprendre d'où ils viennent.

Nous sommes convaincus que tous nos employés ici et ailleurs vivent l'interculturalité au quotidien et s'enrichissent d'un bagage humain qui les marquera à jamais. Et osons rêver qu'ils seront ensuite toute leur vie des citoyens qui comprendront que tous les humains sont interdépendants et que la solidarité est une valeur plus sûre que la compétition ou le repli sur soi. ■

Wirkung und Relevanz Impact et pertinence

Photo Burkina Faso, E-CHANGER/COMUNDO



Un projet pilote démontre le potentiel des affectations au Nord de professionnels du Sud

Texte

Daniele-Enrico Fino
et Liliana Soler

Photos

E-CHANGER/COMUNDO

Un projet pilote innovateur d'affectations de professionnels du Burkina Faso et du Brésil vers la Suisse, a démontré le potentiel des compétences du Sud pour le Nord. Notre évaluation a permis d'identifier les dispositifs à mettre en place, afin de favoriser le succès de telles initiatives.

Le concept d'échange de personnes dans la coopération internationale fait référence, en général, à l'affectation, par une organisation basée au Nord de volontaires qui vont travailler dans une structure au Sud afin de la renforcer par un transfert de compétences. Les volontaires bénéficient, dans le même temps, d'un enrichissement professionnel et humain.

Or des profonds changements ont eu lieu ces dernières années. Les savoirs et compétences ne sont désormais plus uniquement perçus comme des productions du Nord mais également considérés comme des créations originales du Sud.

Ce fait ouvre des perspectives et défis nouveaux. Comment réaliser un véritable transfert au Nord des connaissances et des savoirs venant du Sud, tout en permettant un enrichissement mutuel?

Des valeurs fortes dans la pratique

C'est dans ce cadre, que de septembre à décembre 2014, l'organisation COMUNDO a mis à disposition d'autres organisations en Suisse, pendant trois mois, les compétences de deux professionnels du Sud. L'économiste Sam Barthélémy, du Burkina Faso, a collaboré avec la Fédération Interjurassienne de Coopération et de Développement à Delémont, et la spécialiste en mobilisation et réseaux, Alessandra Ceregatti, du Brésil, avec la Marche Mondiale des Femmes Suisse à Neuchâtel.

Dans ces expériences Sud-Nord analysées, le système mis en place consistait essentiellement dans l'affectation de collaborateurs d'organisations de développement du Sud (associations, co-

opératives, ONG locales) à d'autres entités auxquelles elles étaient déjà reliées à l'intérieur de réseaux.

Le concept d'échange, partagé par tous les acteurs impliqués, se référait à des idées de réciprocité, d'intérêt mutuel, de solidarité, d'interculturalité ainsi que de partage de savoir, d'expériences et de compétences. Le développement de capacités humaines, professionnelles et organisationnelles était également visé.

Les échanges portaient sur des contenus techniques et/ou gestionnaires/institutionnels et prenaient la forme de prestations. La personne en échange avait un rôle de « fournisseur » de savoirs. L'enrichissement et l'interaction humaine étant les éléments centraux au sein d'une vision « gagnant-gagnant ».

Sept recommandations

L'évaluation qui avait pour but de vérifier la pertinence de la valeur ajoutée par la venue de ces professionnels du Sud – qui mettent leurs compétences à disposition du développement dans le cadre d'une stratégie d'échanges de personnes – a permis de déterminer des analyses ou recommandations pour les sept aspects suivants :

I. L'inscription du projet d'échange Sud-Nord dans le programme par pays

L'échange de personnes doit faire partie de la politique de l'organisation en matière de renforcement des capacités humaines et organisationnelles, dans une perspective d'échange réciproque de compétences.

II. La planification des activités

Les échanges de personnes doivent être systématiquement planifiés à l'avance.

III. L'implication des organisations partenaires du Sud

Les organisations partenaires du Sud doivent participer à l'identification, la préparation, la mise en œuvre et la valorisation des projets d'échange. Sinon il y a le risque que l'affectation bénéficie uniquement à la personne affectée et pas à l'organisation d'envoi.

IV. La gestion du projet d'affectation par l'organisation en Suisse

Les organisations au Nord doivent prendre les dispositions nécessaires pour appuyer, accompagner et soutenir les projets d'échange de personnes. La charge de travail s'avérant très importante pour gérer ce type de projet, les ressources humaines doivent être adaptées en conséquence.

V. Les canevas/modèles pour les contrats, le suivi – reporting et l'évaluation du projet

La réalisation de projets d'échange de personnes nécessite des outils de gestion appropriés. Des outils pratiques sont notamment proposés dans l'étude menée avec le CEAS (voir encadré, p. 20) sur un guide méthodologique. Ces outils se réfèrent à l'identification, la préparation, la mise en œuvre et la valorisation des expériences acquises.

VI. Le financement du projet d'échange

Des règles de conduite concernant le financement (diversification des sources) de tels projets d'échange doivent être établies, afin que les frais logistiques soient prévus et répartis entre les différentes structures qui bénéficient de l'échange.



En 2014, Sam Barthélémy travaillait pour l'organisation locale burkinabé A2N afin de développer un système de suivi et d'évaluation de leurs projets au Sahel. Durant trois mois, il a partagé son savoir-faire en Suisse auprès de la Fédération Interjurassienne de coopération.



Lors de leur affectation Sud–Nord, Sam Barthélémy et Alessandra Ceregatti ont pu appuyer le travail d’organisations suisses, mais également contribuer à la sensibilisation de la population aux questions Nord–Sud ; comme par exemple à gauche lors d’une mobilisation de la Marche Mondiale des Femmes à Fribourg.

VII. Les modalités à prévoir en cas de conflits

Comme dans tout projet, en particulier innovateur, il faut prévoir des mécanismes de résolution de conflits.

Une expérience positive

L’évaluation est arrivée à un constat globalement positif du projet pilote. Celui-ci a suscité un très vif intérêt, un accueil favorable et un fort enrichissement de tous les acteurs concernés. En termes de relations interculturelles, la richesse des échanges a indéniablement contribué à renforcer les valeurs de réciprocité qui sont au cœur de l’échange des personnes au sein de COMUNDO.

Les cas analysés ont démontré que le principal défi consiste à établir une relation d’authentique réciprocité dans laquelle les savoirs et les compétences des professionnels du Sud complètent les savoirs existants et profitent au travail en réseau des organisations au Sud et au Nord. Néanmoins, il peut être relevé grâce à la mise en place d’un certain nombre de dispositifs. ■

Un guide pour les échanges Sud–Nord et Sud–Sud

Sur l’initiative du Centre Ecologique Albert Schweitzer (CEAS), et dans le cadre d’un mandat du Fonds d’innovations d’Unité, Daniele Fino et Liliana Soler ont élaboré un guide méthodologique sur les échanges Sud–Nord et Sud–Sud. Se basant sur la capitalisation d’expériences passées, ce guide contient notamment un cadre réglementaire, des outils et des modèles permettant une mise en œuvre professionnelle de ce type d’échange, de la planification jusqu’à la valorisation des acquis après sa fin.

Le guide est disponible sur le site internet d’Unité www.unite-ch.org

Le jeu en vaut la chandelle

Diplômé en économie et gestion des organisations et entreprises, Sam Barthélémy travaillait en 2014 pour l'organisation burkinabé A2N, partenaire de COMUNDO. Durant trois mois, il a appuyé en Suisse la Fédération Interjurassienne de Coopération et de Développement (FICD).

Quels ont été pour vous les principaux défis, lorsque vous êtes arrivé en Suisse ?

Quand je suis arrivé, je me suis dit que j'avais de la chance de participer à un projet pilote d'échange Sud-Nord, les résultats de ce projet pouvant aboutir à une nouvelle approche. Je devais donc me focaliser sur les objectifs et surpasser les différences culturelles. Le défi était de prouver que le Sud peut apporter une valeur ajoutée au Nord dans la coopération au développement. Les interventions Sud-Nord apportent une orientation concrète aux ONG Suisses. Le personnel Sud connaît bien le contexte et peut donc clarifier les priorités et conseiller les organisations sur les formes efficaces d'intervention.

Avec votre affectation en Suisse votre ONG au Burkina perdait un employé qualifié.

Je savais que l'absence de trois mois pouvait peser pour l'ONG partenaire et c'est pourquoi j'avais insisté sur certaines priorités de mon cahier de charge. De plus, par le biais de l'internet, j'arrivais à intervenir sur des aspects demandant mon expertise.



Mon séjour en Suisse m'a permis par exemple d'apprendre davantage sur la communication au Nord. J'ai pu mettre à profit cet acquis pour produire un rapport annuel correspondant aux besoins. Mon ONG a ainsi obtenu la confiance des bailleurs, qui ont augmenté leur financement, et adhérer à des réseaux internationaux. Je crois donc que le jeu en vaut la chandelle.

Qu'avez-vous retiré personnellement de cette expérience ? Celle-ci vous sert-elle aujourd'hui ?

Personnellement, cette expérience m'a apporté beaucoup. J'ai touché du doigt les réalités du Nord, j'ai été utile pour des ONG et j'en ai connu de nouvelles. Tout en découvrant d'autres cultures, j'ai pu tisser un réseau professionnel et amical. Mon poste aujourd'hui de coordinateur au Burkina pour action de Carême en est le fruit. ■

Wirkungsanalyse: nachhaltige Beratung von KMUs in Nepal

Pensionierte Schweizer Fachleute bilden das Senior Expert Corps von Swisscontact, das KMU in Schwellen- und Entwicklungsländern berät. Eine aktuelle Wirkungsanalyse attestiert, dass diese ehrenamtlichen Einsätze in den besuchten Unternehmen nachhaltige Optimierungen ermöglichen: 88 Prozent der Betriebe konnten ihre Leistung verbessern.

Text und Foto Senior Expert Corps – Swisscontact

KMU in Entwicklungsländern können sich eine professionelle Beratung meist nicht leisten. Die Senior-Experten leisten praxisorientierte Unterstützung bei der Lösung technischer und betrieblicher Probleme – auf ehrenamtlicher Basis. Sie fördern die beruflich-fachliche Qualifizierung von Personal und Führungskräften während maximal drei Monaten vor Ort. Der Pool an pensionierten Spezialistinnen und Spezialisten wird kontinuierlich ausgebaut und umfasst derzeit rund 650 Personen, die Einsätze in verschiedenen Ländern leisten. Das Senior Expert Corps ist ein Projekt von Swisscontact und wird von privaten Sponsoren sowie der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit (DEZA) unterstützt.

Verbesserte Produktequalität, verbesserte Wettbewerbsfähigkeit

Eine Studie über die Wirkung der 2013/2014 geleisteten Einsätze in Nepal zeigt, dass 88 Prozent aller befragten Unternehmen mithilfe der Senior Experts ihre Leistung und damit ihre Wettbe-



Beratung im Kaffeeanbau.

werbsfähigkeit verbessern konnten. Knapp der Hälfte dieser Unternehmen war es ausserdem möglich, auch die Löhne der Mitarbeitenden anzuheben. Die Qualität der Produkte oder Dienstleistungen konnten 88 Prozent der Betriebe stark oder zumindest teilweise verbessern. Die Hauptursachen für diese positiven Entwicklungen sind Optimierungen im Management der Firmen. Verbesserungspotenzial ortet die Studie bei der Kommunikation zwischen Experten und Betrieben vor dem Einsatz mit dem Ziel, vor Ort möglichst wenig Zeit für die Bestandaufnahme zu verlieren und eine optimale Beratung sicherzustellen. Die Analyse zeigt überdies, dass die Experten auch nach dem Einsatz mit den besuchten Unternehmen in Kontakt bleiben und die Betriebe so nachhaltig weiterbetreuen. Zudem werden oft Folgeeinsätze durchgeführt.

Befragt wurden 44 Einsatzbetriebe. Die Analyse wurde von Austauschstudierenden der Fachhochschule St.Gallen im Rahmen des Programms «Consulting Project International» durchgeführt. Die Studierenden waren gefordert, in ihrer Arbeit kulturelle Unterschiede zu überwinden – genauso, wie dies auch für die erfolgreiche Arbeit des Senior Expert Corps essenziell ist. Kofinanziert wurde diese Wirkungsanalyse durch den von der DEZA gespiessenen Innovationsfonds von Unité.

Nach der Normalisierung der Sicherheitslage vor Ort werden die Einsätze des Senior Expert Corps auch nach dem Erdbeben vom 25. April 2015 weitergeführt. Sie werden einen Beitrag zum Wiederaufbau der lokalen Privatwirtschaft leisten. ■



Fraglicher Nutzen von Jugendeinsätzen für den Süden

Um mit den wachsenden Kompetenzen in den Ländern des Südens Schritt zu halten, müssten auch die Fertigkeiten und die Erfahrungen der Einsatzleistenden aus dem Norden zunehmen. Doch der Trend ist gegenläufig und stellt die Stärkung und Entwicklung der Partner im Süden in Frage.

Text Martin Schreiber, Raji Sultan

International kann festgestellt werden, dass die erprobten Einsätze von Fachleuten in der Personellen Entwicklungszusammenarbeit mehr und mehr durch die Entsendung junger Freiwilliger, die über keinen oder einen erst kürzlich erworbenen Berufsabschluss verfügen, verdrängt werden.

Ausländische Organisationen, welche entsprechende Programme für junge Erwachsene durchführen, begründen diese mit dem Grundsatz der Universalität, wie er in den neuen Nachhaltigkeitszielen (Sustainable Development Goals) festgehalten ist – so wie sie von der UNO im September verabschiedet worden sind. Dabei geht es nicht mehr nur darum, Armut und deren Symptome zu bekämpfen, die vor allem im Süden auftauchen, sondern ebenso um deren Ursachen, die den Norden genauso wie den Süden betreffen. Die Länder im Norden können sich nicht mehr

einfach durch die Finanzierung von Entwicklungsprogrammen im Süden ihrer Pflicht entledigen, sie müssen durch ihre nationale Politik verstärkt zum globalen Wandel beitragen.

Aus diesem Grund sind heute manche Organisationen der Personellen Entwicklungszusammenarbeit bestrebt, möglichst viele junge Erwachsene mittels Einsätzen im Süden für die Entwicklungsproblematik zu sensibilisieren – auf die Gefahr hin, ihre erprobten Programme für Fachkräfte zu vernachlässigen. Ihre Annahme ist, dass durch das so geweckte Bewusstsein ein Wandel im Norden in Gang kommt. Im Rahmen des Programms «weltwärts» etwa wurden seit 2008 gegen 25 000 junge Deutsche in den Süden entsandt, und in Frankreich waren 2013 nur 12 Prozent der TeilnehmerInnen des «Volontariat de solidarité internationale» älter als 32 Jahre. Zum Vergleich: Bei den Schweizer Mitgliedorganisationen von Unité waren es um die 80 Prozent. Deren Einsätze waren vor allem durch die von den Partnern im Süden gefragten Kompetenzen geleitet. Dies schliesst erwünschte Rückwirkungen im Herkunftsland der Fachleute nicht aus, doch Entwicklung wird in diesem Fall hauptsächlich über die Stärkung einer lokalen Organisation gefördert.

Zwischen Wunsch und Wirklichkeit

Soll der schweizerische Ansatz – im Ausland bisweilen als konservativ bezeichnet – ebenfalls geändert werden, um den Nachhaltigkeitszielen besser gerecht zu werden? Nicht zwingend, denn man darf die Wirksamkeit dieser Jugendeinsätze auf den Einfluss der Politik im Norden und somit den globalen Mehrwert zu Recht bezweifeln, vor allem, wenn berücksichtigt wird, dass ein unerfahrener junger Erwachsener sogar eine zusätzliche Last für eine Partnerorganisation darstellen kann.

Tatsächlich suchen die lokalen Partnerorganisationen immer spezialisiertere Fachpersonen. Die Entsendung junger Erwachsener deckt jedoch kaum die Bedürfnisse des Südens. Während bei der professionellen Personellen Entwicklungszusammenarbeit die Wirkung hauptsächlich beim Know-how und den Kompetenzen der lokalen Organisationen im Süden liegt, profitieren bei den freiwilligen Einsätzen junger Erwachsener vor allem diese selber. Auch wenn es viele junge Erwachsene aus einem Land sind, die solche Ein-

sätze absolviert haben, bleibt das Veränderungspotenzial in den Gesellschaften des Nordens zufällig und beschränkt. Es fragt sich zudem, ob ein solcher Wandel überhaupt messbar ist. In Anbetracht dieser Zweifel bleibt die Wirkung für den Süden ungewiss.

Eine Hilfe für den Norden

Diese Überlegungen führen uns dazu, die tatsächlichen Gründe zu hinterfragen, welche zahlreiche Länder dazu bringen, intensiv Jugendeinsätze zu fördern. Geht es möglicherweise darum, den nationalen Zusammenhalt immer stärker multikultureller Gesellschaften zu fördern oder den Zugang von StudienabgängerInnen zum Arbeitsmarkt durch einen ersten Einsatz zu erleichtern? Beides sind durchaus legitime Ziele, dennoch sollten die Dinge beim Namen genannt werden: Wenn das Ziel wirklich die Entwicklung des Südens ist, weshalb werden dann nicht besser junge Leute aus Afrika, Asien oder Lateinamerika in den Norden eingeladen, um sie an Aus- und Weiterbildungen teilnehmen zu lassen? Sie hätten gleichzeitig Gelegenheit, im Norden Sensibilisierungsarbeit zu leisten, indem sie ihre Wirklichkeit mit den Menschen hier teilen würden.

Der Grundsatz der Universalität sollte deshalb nicht dazu führen, dass der Norden, der verglichen mit dem Süden weiterhin über beträchtliche Geldmittel verfügt, seine direkte Hilfe zu innenpolitischen Zwecken nutzt. So gesehen, erscheint das Festhalten der schweizerischen Organisationen am «traditionellen» Ansatz der Personellen Entwicklungszusammenarbeit immer noch angebracht. Doch diese müssen sich auch fragen, wie sie die Stimme des Südens wirkungsvoll in der Schweiz zu Gehör bringen. ■

Publikationen Publications



Le rôle de la société civile face aux priorités des donateurs

Le « Forum International du Volontariat pour le Développement » a publié une recherche examinant comment les donateurs mettent au défi l'alignement des organisations de coopération par l'échange de personnes avec les intérêts de la société civile dans les pays partenaires.

Réalisée par Benjamin Lough de l'Université de l'Illinois, elle étudie la coopération au sein d'espaces civiques controversés et aborde les « dérives à la mission » induites par les relations avec les donateurs. Elle s'interroge sur la capacité à subvenir aux besoins de groupes marginalisés lorsque le financement vient premièrement d'États ou du secteur privé. ■

Balancing Donor Priorities and the Civil Society Function – A Challenge for Modern IVCOs, Benjamin Lough, Forum Discussion Paper, 2015



Wie die Arbeit von Freiwilligen die Armut reduziert

Seit 2011 läuft am britischen Institute of Development Studies (IDS) das Forschungsprojekt « Valuing volunteering ». Dieses untersucht den Beitrag von Freiwilligeneinsätzen zur Reduktion der Armut, zu nachhaltiger Entwicklung und Friedensförderung. Das IDS hat nun in Zusammenarbeit mit der globalen Entwicklungsorganisation Voluntary Services Overseas (VSO) eine Studie mit den aktuellen Ergebnissen publiziert.

Die Untersuchung zeigt, dass sich die Freiwilligeneinsätze hauptsächlich auf verschiedene Grundpfeiler der nachhaltigen Entwicklung auswirken: Einbezug, Innovation, Übernahme von Verantwortung, Teilhabe und Inspiration. ■

The Role of Volunteering in Sustainable Development, IDS and VSO, 2015



Analyses et actions de politique de développement

A l'approche de l'adoption par le Conseil Fédéral du nouveau message de la coopération internationale 2017–2020, Alliance Sud nous livre, dans « Au-delà de la confusion du monde », une analyse critique du présent et une vision stratégique pour le futur. A l'aube des nouveaux Objectifs de Développement Durable et de la Conférence sur le Climat, mais aussi au crépuscule du Cycle de Doha, les enjeux de politique étrangère, commerciale, financière, environnementale et climatique nous sont décortiqués par des mains expertes.

Dans un monde de plus en plus confus, où les intérêts personnels divers priment toujours sur l'intérêt général, cette publication apporte un avis éclairé au bout du tunnel qui sépare encore le Nord et le Sud. ■

Fr: Au-delà de la confusion du monde, Alliance Sud, Editions d'en bas, Lausanne, 2015

De: Zur Unübersichtlichkeit der Welt, Alliance Sud, Editions d'en bas, Lausanne, 2015

Prost neue Nachhaltigkeitsziele



Hip hip hurra! Die UNO-Vollversammlung hat einstimmig neue Nachhaltigkeitsziele (Sustainable Development Goals, SDG) beschlossen. Das Schulterklopfen unter den Diplomaten will kein Ende nehmen und das durch die vor unseren verrammelten Toren ertrinkenden Flüchtlinge beschädigte Image wurde aufpoliert. Da können nicht einmal die angekündigten Kürzungen der schweizerischen Entwicklungshilfe, die die anvisierten 0,5 Prozent des Bruttoinlandsprodukts in weite Ferne rücken, das Fest verderben ...

Auf dem Papier sind die Nachhaltigkeitsziele ein Erfolg. Sie sind besonders ambitioniert, weil sie universelle Gültigkeit beanspruchen. Sie richten sich also nicht mehr ausschliesslich an die Länder des Südens, sondern die Verantwortung muss von allen Staaten gemeinsam wahrgenommen werden. Die «Reichen» müssen also auch in ihrer nationalen Politik handeln und eine Übereinstimmung erzielen zwischen dem, was sie von den anderen erwarten, und dem, was sie selber zu leisten bereit sind.

Es geht nicht mehr nur darum, die Symptome einer kranken Welt zu bekämpfen, die sich im Süden manifestieren, sondern ebenso die Ursachen, die auch im Norden wurzeln.

Heute sind etwa Unternehmen mit Sitz in der Schweiz nicht verpflichtet, die Menschenrechte und die Umwelt im Ausland zu respektieren. Das ist ungerecht und empörend, aber es ist so. Wir verschliessen die Augen vor Missbräuchen, die wir auf unserem Territorium niemals dulden würden.

Im März haben die eidgenössischen Räte eine Motion zur Rechenschaftspflicht der Unternehmen bezüglich ihrer Aktivitäten im Ausland abgelehnt. Eine breite Koalition von NGOs hat daraufhin die «Konzernverantwortungsinitiative» lanciert. Es wäre zu hoffen, dass das im Oktober neu gewählte Parlament sich konsequenter zum internationalen Engagement der Schweiz bekennt und notwendige Reformen für eine gerechtere Welt an die Hand nimmt. Sollten Sie nicht so recht daran glauben, denken Sie daran, Ihre Bürgerrechte auszuüben, die zu besitzen Sie das unterschätzbare Privileg haben – unterschreiben Sie die Initiative! ■

Text

Raji Sultan

Am 29. September wurde dieser Text auf Französisch in der Zeitung «24 heures» erstveröffentlicht.

Foto

Konzernverantwortungsinitiative



Jährliche Podiumsdiskussion 2015 von Unité über Entwicklungszusammenarbeit. 2016 wird dieser Anlass am 22. Juni in Bern stattfinden.

Conférence-débat annuelle 2015 d'Unité sur la coopération au développement. En 2016, elle se tiendra le 22 juin à Berne.

Ihre Meinung interessiert uns! Votre avis nous intéresse !

Foto Photo
Marcel Kaufmann

Möchten Sie auf einen Artikel reagieren? Wir freuen uns über Kritik, Themenvorschläge und andere Anregungen unter:

info@unite-ch.org.

Souhaitez-vous réagir à un article? Nous recevons volontiers vos critiques, propositions de thématiques ou d'autres suggestions à:

info@unite-ch.org.



Über uns

Seit fünfzig Jahren setzt sich Unité, der Schweizer Verband für Personelle Entwicklungszusammenarbeit, für die Verbesserung der Qualität der Facheinsätze im Freiwilligenstatus durch Standardsetzung, Evaluationen, Studien sowie Unterstützung und Weiterbildung ein. Er besteht aus über zwanzig Mitgliedorganisationen. In Partnerschaft mit der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit (DEZA) engagiert sich der Verband für eine wirksame, nachhaltige und gerechte Zusammenarbeit mit den Südpartnern.

680 Einsätze der Personellen Entwicklungszusammenarbeit wurden im Jahr 2014 durchgeführt.

2/3 der Einsätze wurden von der DEZA mitfinanziert.

Unité
Schweizerischer Verband
für Personelle Entwicklungs-
zusammenarbeit

Rosenweg 25, 3007 Bern
Telefon +41 (0)31 3811219
info@unite-ch.org

A propos

Depuis cinquante ans, Unité, l'Association suisse pour l'échange de personnes dans la coopération au développement, veille à la qualité des engagements de volontaires au travers de standards, évaluations, appuis institutionnels, études et formations. Elle est formée d'une vingtaine d'organisations membres. En partenariat avec la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), elle s'engage en faveur d'une coopération efficace, durable et équitable avec les partenaires du Sud.

680 affectations de coopération par l'échange de personnes ont été menées en 2014.

2/3 des affectations ont été cofinancées par la DDC.

Unité
Association Suisse pour
l'échange de personnes dans
la coopération internationale

Rosenweg 25, 3007 Berne
Telefon +41 (0)31 3811219
info@unite-ch.org

